

Conception : ESCP - Europe

ÉTUDE et SYNTHÈSE DE TEXTES

OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ECONOMIQUE, LETTRES & SCIENCES HUMAINES,
TECHNOLOGIQUE

Lundi 12 mai 2014 de 8 h. à 12 h.

Vous présenterez, en 300 mots (tolérance de 10% en plus ou en moins), une synthèse des trois textes ci-après, en confrontant, sans aucune appréciation personnelle et en évitant autant que possible les citations, les divers points de vue exprimés par leurs auteurs.

Indiquez, en fin de copie, le nombre de mots utilisés.

Il n'est fait usage d'aucun document ; l'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

Texte 1

Le suffrage universel n'inventera jamais rien de neuf. Son rôle est plutôt d'affirmer avec force des vérités aussi vieilles que le monde, que le Pouvoir est naturellement porté à oublier.

Considérez l'instruction criminelle. Personne ne conteste que la publicité des débats et la liberté de la défense soient des garanties naturelles et nécessaires ; je dis naturelles, au sens où l'on dit « Droit naturel » ; et je veux dire raisonnables, car le mot « naturel » s'oppose ici aux stratagèmes des puissances, toujours attentives à se fortifier elles-mêmes. Donc les règles de toute instruction criminelle n'étaient point du tout cachées et difficiles à découvrir ; malheureusement le Juge et le Prince étaient justement très mal placés pour les voir ; ils ne pensaient qu'à rétablir l'ordre, promptement, efficacement ; toute leur attention se portait là. Et je ne crois pas qu'ils aient eu jamais la volonté d'être injustes ; hélas, tout au contraire, ils se croyaient justes et infaillibles ; ils ne pensaient point à se contrôler eux-mêmes. Or, c'est le contrôle qui fait la pensée juste et équilibrée ; et tout pouvoir sans contrôle rend fou.

Ce n'est point trop dire. Je ne déclame point, je n'exagère point. Les pouvoirs, livrés à eux-mêmes, ont inventé la torture comme moyen d'instruction. On ne réfléchira jamais assez sur ce fait tout simple et tout nu, qui est comme la fleur de la civilisation oligarchique. Les pouvoirs, les majestés, les infaillibilités, ont inventé cette solution atroce et l'ont jugée raisonnable, parce qu'elle simplifiait leur fonction et fortifiait leur privilège. Après cela tout est dit. Toutes les fois que nous donnons un blanc-seing aux pouvoirs, nous retournons là. L'affaire Dreyfus en a donné un exemple terrifiant. Voilà où en arrivent des hommes qui ne sont ni plus méchants ni plus aveugles que vous ou moi, dès qu'on leur permet de s'enfermer dans leur fonction propre comme dans une citadelle. Un patron, aux prises avec les difficultés, jugera de même que les grévistes sont des ennemis du genre humain. Contre quoi la sagesse commune a fait cette maxime naïve : « Notre ennemi, c'est notre maître. »

Le droit n'est pas caché, mais les puissances l'oublient. Il ne s'agit que de le leur rappeler. Il suffit d'être sans pouvoir pour contrôler les pouvoirs. Mille légendes, venues du fond des âges, font comprendre que le maître absolu ne peut s'instruire que s'il se déguise en homme du peuple, et s'il va recueillir les opinions naïves des pauvres gens. Le Suffrage Universel ne fait que réaliser ces légendes. Le roi se déguise une fois tous les quatre ans¹ ; il entend alors autre chose que des exclamations et des flatteries. Il est ramené au bon sens. Et assurément ce n'est pas ainsi qu'il apprend son métier propre ; mais on lui rappelle seulement les limites que le droit commun impose à toute habileté dans tout métier. Car le succès n'est pas toute la sagesse.

Alain, *Propos sur les pouvoirs*,
Vème partie : « La démocratie comme contre-pouvoir institutionnalisé »
Texte publié le 17 juin 1914

Texte 2

Si l'aire des organisations secrètes se réduit avec l'affirmation des démocraties représentatives et libérales, la bonne politique se fait pourtant toujours dans le secret. Plus l'enjeu sera grand, plus le secret sera nécessaire. Le contrôle démocratique ne s'exerce donc que sur les aspects secondaires du jeu politique, celui qui est ouvert au public — tant dans le processus de décision, toujours opaque, que sur la ligne politique réellement suivie, souvent obscure. Les sommets de l'État, d'une part, usent par définition du secret parce que tous les documents importants qui passent sous leurs yeux vont être considérés comme, et/ou classifiés, secrets. Il n'existe pas d'autre part d'institution, État ou parti, où la conception des projets et le processus de décision quelle que soit l'étendue des consultations et de la participation de l'ensemble des agents concernés, ne soient fondés sur une distinction entre *insiders* et *outsiders*, initiés et exclus, d'autant plus prégnante qu'elle est le plus souvent implicite et obscurément tracée. L'accès inégal au savoir politique est dès lors lui-même le produit d'une construction politique qui assure la régulation du flux d'informations en en limitant, voire en en interdisant l'accès.

La transparence est le masque du secret. En convoquant en apparence la franchise, elle stimule la tromperie et la ruse. La multiplication de l'information politique disponible, le caractère spectaculaire du champ politique, organisé autour de la compétition électorale, la publicité du débat, tant parlementaire que de l'opinion, dans la presse, puis la radio et la télévision, l'évolution des techniques d'une propagande retravaillée en marketing politique ne peuvent faire oublier la part de secret qui y persiste. C'est donc là où se manifeste le plus visible que se cache le plus dissimulé. Soit que la transparence ait pour fin de cacher autre chose (tactique de l'écran de fumée) ; soit qu'elle serve elle-même à la mise en œuvre d'un dessein secret. *A contrario*, les formes prises par la publicité politique expliquent comment le secret se maintient, non seulement par le silence, mais aussi par la parole. Parler pour ne rien dire apparaît ainsi compétence du politique de l'âge libéral et démocratique. L'affirmation des principes de clarté, de sincérité et de transparence joue ici comme une stratégie d'évitement : on affirme la transparence en théorie afin de conserver le secret en pratique. De la même façon, la tension entre secret et transparence fait qu'on a souvent moins intérêt à cacher ses objectifs qu'à faire oublier ceux que l'on a précédemment rendus publics, à se taire qu'à faire oublier ce que l'on a dit. Dans un tel dispositif, les secrets ne peuvent être dits que sur le mode du scandale ou de l'indiscrétion, scandalisée et ironique (H.M. Enzensberger, G.

¹ Sous la Troisième République, les élections législatives étaient organisées tous les quatre ans.

Debord, G. Sanguinetti²) ou cynique (celle des praticiens de la police et des professionnels du crime d'État).

Les formes spécifiques prises par la révélation répondent à la tension entre publicité et secret propre à l'économie contemporaine du régime d'opinion publique. La « fuite » est ainsi ce mode particulier par lequel, lorsque le secret cesse d'être utile, il se révèle. Ce qui implique que son détenteur trouve un plus grand intérêt dans la parole que dans le silence mais aussi qu'il trouve dans le champ politique les moyens et les rapports de force qui la rendent possible. Le contrôle de la fuite est ainsi étroitement lié à celui du secret. Il n'y a donc pas d'un côté un espace du secret, et de ses détenteurs, isolé d'un espace de la publicité, et de ses défenseurs, mais un jeu structuré qui entremêle les uns et les autres, selon des dispositifs singuliers, qu'il convient d'étudier au cas par cas, mais dont l'interaction constitue la règle du secret politique du régime d'opinion publique. Cette économie originale, on la retrouve dans la fausse confiance, l'information divulguée afin qu'elle ne le soit pas tout en l'étant, ces paroles *off the record* dites par un politique à un journaliste qui les gardera pour lui, c'est-à-dire qu'il ne les diffusera pas hors des cercles autorisés de la profession, ou qu'il divulguera sans mention d'auteur. Ou dans le traitement des informations provenant « de source bien informée », ou « de source sûre », qui ont leur hiérarchie et sont le signe, modérément crypté, d'un dévoilement retenu. Le secret est à l'affût de sa propre abolition, du fait même des règles du jeu politique ; en ce sens, on pourrait dire qu'on a besoin d'avoir des secrets pour les divulguer.

La frontière du secret est par conséquent instable, mouvante, malléable. Le régime d'opinion publique structure le secret suivant un continuum qui va du secret le plus absolu à la publicité. Il s'y agit à la fois de maîtriser le secret (se réserver l'information) et dans le même temps de gérer la relation entre le silence et la parole, le secret et la publicité. Du secret réservé au seul chef, d'État ou de parti, à la publicité, la coexistence de cercles concentriques de confidentialité de plus en plus larges explique pourquoi on rencontre un très grand éventail de demi-secrets, quarts de secrets, confidences, faux secrets, vrais-faux secrets et secrets de Polichinelle. L'intensité de la mise en réserve croise l'espace politique concerné par cette mise en réserve. Il existe des secrets propriété d'un seul homme, comme il en existe, moins rigoureux, partagé par quelques-uns, voire par des milliers d'initiés. Il y a également des degrés très différenciés d'obligation à le respecter, de l'engagement juridique et écrit, avec sanction pénale, à l'engagement oral à la discrétion ou à la réserve. Il y a des secrets qui durent peu, très peu, et des secrets mollement conservés. On comprend ainsi comment, en raison de l'extrême plasticité des processus qui font d'une information un secret, et *vice versa*, la maîtrise de l'information ne tient pas seulement à la connaissance intime et sûre qu'on peut en avoir mais à la capacité, politiquement constituée, d'en faire usage, c'est-à-dire de la faire partager : les intenses conflits autour de la révélation du secret concernent ainsi tout autant que la connaissance réelle d'une information réservée le pouvoir, éminemment politique, d'assurer, par l'aveu de ceux qu'elle implique (comme le montre la tactique de la « dénégation plausible »), son assomption et sa circulation légitimée.

Dès lors, l'espace du secret est celui-là même du champ politique. Qu'est-ce, en effet, qui est secret ? De façon étroite, la définition légale et ses divers degrés, qui inclut les savoirs protégés par le secret. La plus grande masse des documents politiques qui relèvent du secret sont ici des techniques de combat et des plans de guerre, des analyses politiques des intentions et des stratégies. De façon large, tout l'espace de l'inavouable (comme le montre le fait que la qualification « secret défense » sera affectée à des documents contenant des informations politiques). Il inclut tous les savoirs dont disposent et toutes les fins que poursuivent un État (c'est-à-dire une très grande partie de la production de l'administration), un gouvernement, un parti, un groupe ou un individu. Cela

² Hans Magnus Enzensberger (né en 1929) est un essayiste allemand, et observateur avisé des évolutions politiques et sociales. Guy Debord et Gianfranco Sanguinetti sont des piliers de l'Internationale Situationniste, qui fut dans les années 60 un mouvement à la fois radical et ludique de contestation des ordres sociaux existants.

peut être tout, cela peut être rien. La définition légale est un moule vide, prêt à tout accepter, au nom de la sûreté de la cité politique ou d'un de ses membres face à ses concurrents. Et, hors l'État proprement dit, dans la société politique, tout peut, à un certain moment, en fonction de l'état présent du champ politique, basculer dans le secret.

Alain Dewerpe, *Espion – Une anthropologie historique du secret d'état contemporain*, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 1994

Texte 3

Pas de meilleur symbole de l'idéologie de la transparence qui s'est abattue sur nos démocraties en mal d'idéologies que cette coupole de verre qui depuis 1999 coiffe le Reichstag. Les architectes, comme les artistes, ont toujours une (petite) longueur d'avance sur leur temps. Que ce soit en conscience ou non.

Tout aussi symbolique, le fait qu'avant que ce dôme transparent ne vienne le couronner, le bâtiment, on s'en souvient, ait été « emballé » par Christo, comme pour signifier la ci-devant opacité du politique.

Avec sa galerie spiroïdale d'où le regard porte à 360 degrés et plonge sur les antichambres obscures du pouvoir, avec son plafond de verre qui expose au grand jour les lieux généralement clos où se concoctaient dans le secret les décisions politiques, l'architecture de Foster démocratise le rêve que, depuis Argos aux cent yeux jusqu'à nos Big Brothers high-tech, seul le prince pouvait caresser : *tout voir*. Au temps de Machiavel, qui l'érige en règle, comme à celui de Bentham, qui lui donne architecturalement forme, le « tout voir », nécessaire à l'exercice du pouvoir ainsi qu'à sa conservation, s'avouait sans états d'âme. C'en était même la recette de base.

Mais nous sommes devenus plus délicats en la matière. Sans abolir la surveillance en son principe nous voulons en restreindre l'usage, en encadrer l'exercice, en réguler la pratique. Et nous voulons croire à l'efficacité de nos régulations nationales ou internationales. Foutaises !

Voir, écouter est le secret de Polichinelle de nos démocraties. Pas besoin de hackers géniaux pour nous le révéler. Et pourtant ces dernières jurent leurs grands dieux qu'il n'en est rien. Elles continuent à nier lorsqu'on les surprend l'œil rivé aux trous des serrures des personnes privées ou des États, et se mettent à crier comme des vierges effarouchées quand elles découvrent que d'autres pays (même amis) les écoutent et les regardent. L'étonnant, dans l'affaire, est qu'il s'en trouve pour s'en étonner et s'en indigner ! Hypocrisie politique ou naïveté citoyenne ?

Le prince devait tout voir, ou du moins le faire accroire.

Tout voir pour tout savoir, car tout savoir permet de garder la maîtrise sur les événements, en théorie du moins ! Mais lui, au contraire, devait prendre soin d'entourer d'ombre ses intentions et ses pratiques.

On a trop souvent voulu réduire ce conseil donné au prince à une forme de cynisme politique dont la maxime (choquante en nos temps si peu politiques de moralisation de la vie publique) serait « il vaut mieux que le peuple ne sache pas » — ne sache pas les petites combines ou les aménagements avec la vérité sans lesquels il n'est pas possible de régner.

Ce que dit Machiavel est cependant d'une tout autre portée : le prince a besoin de s'entourer d'ombre, non seulement pour se ménager une réserve de pouvoir (cela relève de la cuisine de la fonction), mais afin, surtout, de protéger le pouvoir contre toute effraction du regard qui, en pénétrant en son cœur, en révélerait la faiblesse (conjoncturelle) ou le vide (essentiel). Autrement dit, afin de protéger ce qu'il en est de la nature même du pouvoir. Car le prince est toujours nu, c'est pourquoi les vêtements qui lui vont le mieux sont ceux qui, tissés de fils de nuit, le dissimulent au regard.

On dit que du temps de la république de Venise un décret obligeait les élites à se vêtir comme le reste de la population pour ne pas faire connaître au peuple le petit nombre de gens au pouvoir. C'était leurs fils de nuit !

Nos démocraties gestionnaires, à la *potestas* déclinante, auraient, elles aussi, bien besoin de tisseurs d'ombre pour masquer au regard la faiblesse, pour ne pas dire la quasi-nullité, de leur pouvoir. C'est tout du moins ce qui, dans la logique de ce qui précède, semble tomber sous le sens. Mais changeons de braquet et posons-nous la question autrement.

Et si, paradoxalement, c'était de fuyeurs et de divulgateurs qui exposent au grand jour ce qu'elles s'efforcent plus ou moins adroitement de nous cacher et de se cacher les unes aux autres que nos démocraties avaient le plus besoin ?

Machiavel toujours : pas de pratique de la politique sans secret ; pas non plus de pouvoir politique sans secret. Traduction : sans secret, pas de politique possible, pas de pouvoir politique non plus. Peut-on aller jusqu'à penser que, puisque là où il y a du pouvoir il y a du secret là où il y a du secret il y a du pouvoir ? Il semble qu'entre les lignes Machiavel nous y invite.

Encore une fois, ne faisons pas injure à Machiavel. En liant politique et secret, il n'entend pas parler de ces petits arrangements entre compères qui font l'ordinaire de la vie politique et dont le dévoilement, en régime démocratique, fait les grands titres de la presse dite d'information ; pas plus que de ces compromissions cachées ou de ces entorses faites aux principes affichés qui s'y dénoncent périodiquement. Il sait fort bien que tous ces petits secrets, dont les contenus sont fruits d'une conjoncture, et qui aujourd'hui glissent sur nous à la vitesse des news sur nos écrans, ont leur utilité. Ils servent d'abord à épaissir le vrai secret du pouvoir, c'est-à-dire la vérité sur sa nature. Ensuite et surtout, à faire croire au pouvoir du pouvoir, en jouant sur un raisonnement populaire simple : s'il y a du secret, c'est qu'il y a du pouvoir.

Ainsi, les petits secrets qui servent à dissimuler les raisons des décisions et des actions du prince ont moins pour fonction de jeter un écran de fumée sur la pratique du pouvoir que de consolider le pouvoir de son pouvoir.

À la suite de Machiavel, et en raison d'une lecture bien peu machiavélique de ses écrits, on a longtemps entretenu l'idée que le pouvoir ne pouvait sans risque entrer dans l'exposition de lui-même et sortir de l'ombre qui l'abrite et où il s'abrite. Seuls des penseurs qui n'ont jamais mis les mains dans le cambouis, comme Kant, ont pu plaider en faveur d'un principe de publicité.

À l'heure où les facilités à décoder, dévoiler, révéler, communiquer, diffuser en réseau, ne rendent aucun secret politique impénétrable, quels conseils Machiavel pourrait-il donner au prince ? Sans aucun doute de faire de cette faiblesse sa force, comme dans les arts martiaux, où l'on use de la force de l'adversaire contre lui-même ; de se servir de ce qui devrait l'abattre pour se renforcer. Cela suppose de prendre appui sur une conviction populaire fortement ancrée dans l'esprit des gouvernés : si on nous montre tout, c'est qu'il y a quelque chose à cacher.

On le sait, le « tout montrer », qui, à l'âge des écrans, est une manière de tout dire, porte paradoxalement au soupçon. Selon un raisonnement dont la logique est de type paranoïde, plus on nous montre, plus il nous semble évident qu'on nous cache l'essentiel. Donc, plus le pouvoir s'exhibe, que ce soit ou non de son fait, plus il apparaît certain qu'il dissimule son ou ses secret(s). CQFD.

Françoise Gaillard, « Merci Assange »
Revue *Médium* n° 37-38 (octobre 2013-mars 2014)

